

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A-273 DU 6 JUIN 2013
PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 6 DE LA CONVENTION
NOR : ASET1350849M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 6 de la convention collective nationale du 14 mars 1947 est modifié comme ci-après :

Le paragraphe 1^{er} est inchangé.

Le paragraphe 2 intitulé « Cotisations sur la tranche B » est modifié comme ci-après :

Le A est inchangé

Le 1^{er} alinéa du B est, *in fine*, modifié comme suit : « sont calculées sur la base d'un taux contractuel égal à 16,34 % à compter du 1^{er} janvier 2014 et à 16,44 % à compter du 1^{er} janvier 2015. ».

Le second et dernier alinéa du B est supprimé.

Le D est désormais libellé comme suit :

« D. – Le taux contractuel de cotisation est, à compter du 1^{er} janvier 2014, pris en charge à hauteur de 10,14 % par l'employeur et de 6,20 % par le participant ⁽¹⁾. »

A compter du 1^{er} janvier 2015, les parts respectives passent à 10,20 % et 6,24 % ⁽¹⁾. »

(1) La répartition prévue ci-dessus ne s'impose pas en ce qui concerne les salariés visés par l'article L. 241-3-1 du code de la sécurité sociale, l'employeur étant susceptible de prendre en charge l'intégralité de la part salariale correspondant à l'assiette différentielle entre le salaire versé au titre du temps partiel exercé et celui correspondant à l'activité si elle était exercée à temps plein.

Le paragraphe 3, relatif aux cotisations sur la tranche C, est modifié comme ci-après :

Le 1^{er} alinéa du A est inchangé.

Le 2^e alinéa du A est désormais libellé comme suit :

« Le taux contractuel susvisé de 16 %, égal à 16,24 % à compter du 1^{er} janvier 2006, passe à 16,34 % à compter du 1^{er} janvier 2014, puis à 16,44 % à compter du 1^{er} janvier 2015. »

Le 3^e et dernier alinéa du A est inchangé.

Le 1^{er} alinéa du C est inchangé.

Le second et dernier alinéa du C est remplacé par les alinéas suivants :

« La fraction de taux de cotisation au-delà de 16 % est prise en charge au 1^{er} janvier 2014 à hauteur de 0,11 % par l'employeur et de 0,23 % par le salarié.

A compter du 1^{er} janvier 2015, les parts respectives passent à 0,15 % et 0,29 %. »

Fait à Paris, le 6 juin 2013.

(Suivent les signatures.)